

Y'en marre **«Quartiers** en galère » Réveillonsnous!





Chômage en force

20% de chômeurs en movenne et, dans certains quartiers, iusqu'à 40%.

Echec scolaire

Des classes surchargées, des milliers de postes de profs supprimés, 150 000 jeunes qui sortent de l'école sans diplôme ni qualification:

À votre avis, combien viennent des quartiers?

Un toit mais pour qui?

Manque de logements pour des milliers de personnes, des milliers d'autres mal-logées, avec des loyers de plus en plus chers pour tous.

Ouartiers à l'abandon

Les bureaux de poste qui ferment; des rez-de-chaussée vides, des appartements vides murés,

des bus qui passent rarement, des gares mal desservies.

Police cowboy

Bavure, harcèlement, humiliations, contrôles d'identité répétés, descente de police « musclées ». Il ne leur manque que le cheval?

Justice... ou injustice!?

Une justice qui emprisonne au taquet quand il s'agit de jeunes des quartiers. Par contre quand c'est un politicien ou un patron qui détourne de l'argent c'est plus pareil, Eux ils ont du sursis.

Prison surchargée

63 645 personnes incarcérées (et parmi elles une majorité issues des classes populaires) pour 50 631 places.

Pire que des sardines.



Le droit au travail

n moyenne, dans les quartiers populaires, souvent qualifiés de «Zones Urbaines Sensibles». le taux de chômage est près de deux fois supérieur à celui des autres quartiers. Pourquoi? Les habitants des quartiers sont souvent discriminés au travail à cause de leur nom, leur origine, leur couleur de peau... mais aussi leur adresse. L'intérim. le CDD. les emplois aidés sont la règle, le CDI l'exception. Tout le monde a des difficultés à « boucler les fin de mois » (nourriture, loyer, électricité, charge des enfants etc.) La création de Zones Franches Urbaines ne permet pas de lutter contre le chômage:

soit les patrons contournent le droit et embauchent des gens qui n'habitent pas le quartier

soit la zone franche crée un « effet d'aubaine » et permet aux patrons de ne plus paver de cotisations sociales pour des employés qui, de toutes façon auraient été embauchés.

La création de multiples contrats aidés et le RSA encouragent les entreprises à ne proposer que des emplois précaires et des bas salaires.

Nous militons pour:

la lutte effective contre toutes formes de discriminations à l'embauche:

l'interdiction des licenciements dans les entreprises.

l'augmentation de 300 euros net de tous les salaires et minimas sociaux; pas de revenus inférieurs à 1500 euros net par mois:

la transformation des emplois aidés et CDD en CDI à temps plein :

la réduction et le partage du temps de travail;

la création de vrais emplois dans les services publics avec les milliards dépensés en exonération et subventions publiques aux entreprises.



Les services publics

es services publics financés par nos impôts comme la poste, les hôpitaux, les écoles..., sont des instruments de solidarité nationale. Ils ont

pour but de garantir à chaque personne, quels que soient son âge, son sexe, ses origines, son salaire ou

son adresse, l'accès aux mêmes droits élémentaires: droit à l'éducation, à la santé, à la protection sanitaire

ou sociale, aux transports, aux communications.

Or, depuis plus de 20 ans, les gouvernements successifs ont laissé les services publics se dégrader en baissant les effectifs et leur budget.

Des quartiers mal desservis par les transports en commun, des habitants qui galèrent pour aller

travailler, faire leurs courses, ou sortir le soir...

> Avec la fermeture de classes dans les écoles, la réduction du personnel éducatif, les jeunes cumulent redoublement, orientation dans des « filières-poubel-

les ». échec scolaire...

Les privatisations même partielles (France Télécom, EDF-GDF, la Poste...), les diminutions de budget, la précarisation des emplois publics, les suppressions

de postes dans les écoles, les hôpitaux, qui entraînent une désertification des quartiers et des campagnes et la dégradation de la qualité du service, qui n'est

plus adapté aux besoins de la population.

Nous militons pour stopper leur destruction

Pour l'arrêt des privatisations et de l'augmentation des prix (à la Poste, EDF, GDF, les Mutuelles...).

Pour le désenclavement des guartiers grâce au développement des transports publics.

Pour l'ouverture de classes supplémentaires, pour l'embauche de personnel éducatif dans les écoles et pour la fin des filières-poubelles, etc.

Pour la réimplantation et l'amélioration de tous les services publics dans les quartiers (poste, école, anpe et missions locales...).

Pour la création d'emplois dans tous les services publics et l'augmentation du budget pour assurer un service adapté aux besoins de la population.



Le droit au logement

e mal logement concerne aujourd'hui 9 millions de personnes, soit presque 15% de la population.

Cela va des SDF (100000) aux personnes vivant dans des logements insalubres et/ou surpeuplés. Parmi elles, beaucoup vivent dans les quartiers populaires.

La pénurie de logements sociaux (il en manque 900000) alimente la spéculation qui chasse les catégories populaires des centres-villes et les force à s'entasser dans des quartiers périphériques.

Le parc HLM est vieillissant (67% du parc HLM a plus de 20 ans) et est laissé à l'abandon.

Dans les quartiers, les appartements vides sont murés même s'il y a pénurie de logements.

Et que fait le gouvernement?

▷ Il refuse d'appliquer la loi de réquisition des logements vides, et il ferme les yeux devant la non-application par les villes de la loi qui les oblige à avoir 20% de logements sociaux (en 2020!).

Il finance des démolitions d'immeubles très souvent en bon état sans concertation avec les habitants et dans la majorité des cas sans relogement à proximité et sans reconstruction du même nombre.

☐ Il fait reculer le secteur locatif, pousse à l'accession à la propriété. Souvent, les nouveaux propriétaires s'endettent et au final ce sont les banques qui possèdent leur appartement! Le rêve se transforme en cauchemar.

Nous militons pour:

la création d'un vrai service public du logement et la transparence dans l'attribution des logements sociaux;

la réquisition des logements vides (la loi de 1945) et l'application stricte de la loi SRU (20% de logements sociaux);

l'arrêt des démolitions;

l'arrêt des hausses de loyer et de charges; le calcul des loyers calculés en fonction des revenus.



Police partout,

justice nulle part!

oushin et Larami (Villiers-le Bel), Lamine Dieng (Paris 20°), Reda Semmoudi (Noisy-le-Sec), Hakim Adjimi (Grasse), Lamba (Villepinte):

la liste des habitants des quartiers tués depuis un an lors d'interventions policières est longue. C'est le

 produit de la politique de la répression menée par le gouvernement Sarkozy et ses prédécesseurs.

La vie quotidienne dans les quartiers est rythmée par le harcèlement policier, les contrôles d'identité répétés, les humiliations, les descentes de police «musclées». Et quand, suite à une intervention de trop, «ça se passe mal», un habitant meurt, c'est toujours le même mauvais film: les médias, la droite (mais aussi trop souvent la gauche), reprennent la version de la police, parlent de «bavure», de «légitime défense», d'«outrage et rébellion». Rien n'est dit sur la répression quotidienne, la misère sociale, le chômage massif, la précarité, l'échec scolaire, le racisme, les discriminations...

Sarkozy va encore plus loin en voulant équiper les polices municipales avec le «Tazer», la vidéo-surveillance, le fichier «Edvige» et une accumulation de lois répressives (loi de «prévention de la délinquance», loi contre la récidive). L'une des conséquences est la surpopulation en prison avec 63 645 personnes incarcérées (et parmi elles une majorité issues des classes populaires) pour 50 631 places.

Face à ces lois sécuritaires, nous militons pour:

L'abrogation de l'ensemble des lois répressives, la dissolution de la «Brigade anti-criminalité» (BAC), et l'interdiction de l'usage du «Tazer» par les forces de police.

Le développement de l'auto-organisation des habitants dans des collectifs et/ou associations contre l'impunité de la police et pour obtenir vérité et justice.

 Faire du NPA un outil permettant la convergence avec toutes les organisations prêtes à résister sans concession à la politique répressive de Sarkozy.





CHÔMAGE DE MASSE, SOUS-EMPLOIS, LOGEMENTS INSALUBRES, ÉCOLES AU RABAIS [RÉPRESSION, RACISME, HUMILIATIONS HARCÈLEMENT, CRIMES ET VIOLENCES POLICIÈRES IMPUNIS !

REPRENONS NOS OUARTIERS EN MAIN

La révolte des banlieues de 2005 exprimait la colère mais aussi le désarroi face à des politiques qui ont dégradé la vie des habitants des quartiers.

La droite cogne et la gauche institutionnelle ne propose que résignation et clientélisme.

Nos quartiers sont à l'image de notre planète : surexploitée, spoliée, et dans bien des endroits invivable. Il est temps d'arrêter de la ruiner et de mener à sa perte l'humanité qu'elle porte! Planète Terre et quartiers populaires: même combat!.

Il faut une vraie gauche de combat qui défende les luttes 🗨 et les revendications des quartiers et des classes populaires.

Soyons nous-mêmes acteurs d'une politique réellement au service de la population de nos quartiers.

C'est pour cela que nous appelons, avec Olivier Besancenot à construire un Nouveau Parti Anticapitaliste.

Nombreux déjà dans les quartiers, les habitants se regroupent et créent des comités.

Rejoignez-nous dès maintenant dans ce nouveau parti anticapitaliste, écologiste, internationaliste, féministe, antiraciste.





Quartiers populaires jeunes de quartiers **Galériens / Galériennes**

Au charbon

Allons bousiller ce système de riches

Pour la transformation révolutionnaire de cette société de merde

Coordination nationale du NPA «Quartiers Populaires»

Pour nous contacter

Mail: commissionquartierspopulaires@hotmail.fr" commissionquartierspopulaires@hotmail.fr Blog:www.commissionquartierspopulaires.overblog.com

tel:06/14/49/13/54